

## RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2023

---



**GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT**

**RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE DU**

**PREMIER SEMESTRE 2023**

**ACTIVITE DU GROUPE**

(Article L 451-1-2 du Code Monétaire et Financier)

\* \* \*

**I / Données chiffrées, description de l'activité du groupe, évènements importants au cours du premier semestre 2023**

**II / Principaux risques, incertitudes et faits majeurs pour le second semestre 2023**

**III / Perspectives pour le second semestre 2023**

**IV / Principales transactions entre parties liées.**

## **I / DONNEES CHIFFREES, DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE, EVENEMENTS IMPORTANTS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2023**

### **A/ CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le chiffre d'affaires réalisé sur le premier semestre de l'exercice 2023 s'établit à 128,0 M€ contre 107,8 M€ sur la même période de l'exercice précédent, soit une augmentation de 18,7 %.

|  | <b>Secteur Propreté</b> | <b>Secteur Traitement Valorisation</b> | <b>Consolidé</b> |
|--|-------------------------|--|------------------|
| <b>Chiffre d'affaires externe 2023</b> | <b>100,4</b>            | <b>27,6</b>                            | <b>127,9</b>     |
| <b>Chiffre d'affaires externe 2022</b> | <b>83,2</b>             | <b>24,6</b>                            | <b>107,8</b>     |

L'activité Propreté ressort en hausse de 20,6% avec un chiffre d'affaires de 100,4 M€ pour le premier semestre de l'exercice 2023. Cette progression est principalement due :

- Au chiffre d'affaires supplémentaire apporté par le contrat de Lille
- A la croissance de l'activité de la société PIZZORNO GLOBAL SERVICES (PEP'S)
- Au nouveau contrat de Marseille de collecte, propreté, traitement et valorisation pour un montant de 20 M€ sur 4 ans
- Au contrat de la Métropole Aix-Marseille Provence (pour Miramas et Saint-Cannat)

L'activité Traitement-Valorisation affiche un chiffre d'affaires en forte croissance de 12,1% à 27,6 M€ sur les 6 premiers mois de l'exercice. Cette progression est principalement due à :

- L'ouverture de la déchetterie professionnelle à Sainte-Maxime
- L'augmentation de tonnages et de prix sur le site d'exploitation d'Aboncourt

### **B/ L'EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)**

Au 30 juin 2023, l'Excédent Brut d'Exploitation\* s'établit à 24,4 M€ contre 22,2 M€ en 2022 soit une hausse de 10,1% par rapport au 30 juin 2022, représentant une marge de 19,1% du chiffre d'affaires contre 20,6% au 30 juin 2022.

L'EBE est en hausse grâce à l'augmentation du chiffre d'affaires portée par les nouveaux contrats et l'impact des augmentations de prix. Par rapport au premier semestre 2022, l'EBE est en retrait de 1,5 points, reflétant entres autres, les frais liés au démarrage des nouveaux contrats.

*\*(EBE= résultat opérationnel + dotations aux amortissements et aux provisions)*

### **C/ LE RESULTAT OPERATIONNEL**

Le résultat opérationnel ressort en augmentation de 69,2% à 9,1 M€ contre 5,4 M€ au 1er semestre 2022, ce dernier ayant été fortement impacté par des éléments ponctuels essentiellement liés à une mise à jour des provisions pour suivi trentenaire.

### **D/ LE RESULTAT FINANCIER**

Le résultat financier (Coût de l'endettement financier net +/- autres produits ou charges financiers) représente un produit de 1,5 M€ au 30 juin 2023 contre un produit de 5,6 M€ au 30 juin 2022, dont

0,4 M€ essentiellement dus à un changement de taux d'actualisation (hausse du taux OAT qui est passé de 3,24 % au 31 décembre 2022 à 3,22 % au 30 juin 2023) sur les provisions pour suivi trentenaire.

Nous rappelons qu'en 2022, nous avons bénéficié d'un produit de 5,6 M€ en raison d'une hausse significative du taux d'actualisation.

### **E/ LE RESULTAT NET**

Le résultat net du premier semestre 2023 s'élève à 7,9 M€ contre 7,9 M€ l'année précédente. La marge nette (Résultat net/Chiffre d'affaires) est de 6,1% contre 7,3% l'année précédente.

### **F/ BILAN**

Durant ce premier semestre la trésorerie nette s'élève à 54,2 M€ contre 61,0 M€ au 31 décembre 2022.

Au 30 juin 2023, les dettes financières nettes de trésorerie s'élèvent à 21,2 M€ (contre 20,7 M€ au 31 décembre 2022) soit un ratio dettes nettes sur fonds propres de 23,5% contre 23,8% au 31 décembre 2022.

Les dettes financières nettes ont été impactées au premier semestre du retraitement des actifs en location conformément à la norme IFRS16. Ce retraitement augmente les dettes nettes de 13,6 M€ contre 13,6 M€ au 31 décembre 2022.

Au 30 juin 2023, le Groupe a généré une capacité d'autofinancement (après coût de l'endettement financier net et impôt) de 20,6 M€ sur le premier semestre, contre 19,5 M€ au 30 juin 2022.

## **II / PRINCIPAUX RISQUES, INCERTITUDES ET FAITS MAJEURS POUR LE SECOND SEMESTRE 2023**

### **Litige du collectif de salariés TEODEM**

Pour rappel, le contrat de collecte entre la société TEODEM et le client ECI a été résilié par anticipation en date du 30 juin 2020 et un nouvel opérateur a pris la suite de TEODEM pour l'exécution du contrat. En dépit de cela, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2022, un litige avec un collectif d'anciens salariés de TEODEM a débuté. La société TEODEM a été assignée aux prud'hommes marocains. Les salariés considèrent qu'ils auraient dû être licenciés et réclament des indemnités de licenciement alors que dans ce type de contrat, les salariés sont théoriquement repris par le nouvel opérateur. Le montant global réclamé par les anciens salariés s'élève à 7,9 M€.

Sur la base d'une évaluation du risque par le conseil de la société TEODEM, une provision de 1,8 M€ avait été comptabilisée au 30 juin 2022 et maintenue au 31 décembre 2022.

La société TEODEM a gagné en première instance mais les salariés ont fait appel de la décision.

Ainsi, la provision comptabilisée a été maintenue au 30 juin 2023.

### **Arrêt du centre d'exploitation d'OUM AZZA**

En octobre 2019, notre filiale TEODEM a procédé à la signature d'un protocole de résiliation à l'amiable de l'exploitation du centre de traitement et de valorisation des déchets d'Oum Azza, à effet du 30 juin 2020.

En mai 2020, le client n'ayant pas réussi à confier, comme il l'avait prévu à un autre prestataire, l'exploitation de ce site, nous a sollicité pour reporter la date d'effet du protocole de résiliation au 31 décembre 2020.

Compte-tenu des arriérés non payés par le client sur ce contrat, et de nos doutes quant à sa capacité à nous payer cette exploitation supplémentaire, nous avons refusé sa demande.

Sous le prétexte d'un prétendu dégagement d'odeur, quatre jours avant la prise d'effet de la résiliation au 30 juin 2020, le client a mis en demeure TEODEM de régulariser la situation dans les 24 heures.

Malgré notre réponse dès le 27 juin 2020, le client a cru pouvoir prendre une décision de « mise en régie » de l'exploitation le 1er juillet 2020 soit le lendemain de la date fixée dans le protocole pour la prise d'effet de la résiliation du contrat de gestion déléguée (30 juin 2020).

Par ailleurs, cette même décision de mise en régie provisoire comporte une autre décision unilatérale, sans aucun fondement juridique invoqué, de suspension de la convention de gestion déléguée et du protocole de résiliation.

Pour notre part, et conformément au protocole, nous avons arrêté l'exploitation, comme prévu le 30 juin 2020.

La décision du client du 1er juillet 2020 a été contestée dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir. Le 9 mars 2021, le Tribunal Administratif de Rabat a déclaré notre requête irrecevable en ce qu'elle devrait être portée devant le juge du contrat et non celui de l'excès de pouvoir. Afin de respecter les clauses du contrat et du protocole de résiliation, nous avons mis en œuvre les clauses de règlement des conflits qui prévoient la saisine du Ministère de l'Intérieur comme conciliateur, et en cas d'échec de la saisine du CIRDI.

En août 2023, le Groupe a entrepris la saisine du CIRDI afin de faire valoir ses droits au regard d'un comportement inéquitable de la part de son client.

### **III / PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2023**

Nous sommes dans l'attente des décisions de nos clients, Estérel Côte d'Azur Agglomération ECAA(ex CAVEM), le Syndicat Mixte Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT) et la Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures (CCMPM), suite à nos réponses aux appels d'offres qu'ils ont lancés. Ces décisions devraient intervenir avant la fin de l'exercice.

Au 30 juin 2023, le Groupe bénéficie d'un solide carnet de commandes, ne comprenant que les commandes fermes, qui s'élève à 1 Mrd€ dont 99,4 M€ pour 50% de Zéphire (société mise en équivalence).

### **IV / PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES**

Les informations sur les opérations entre les parties liées relatives au semestre clos le 30 juin 2023 figurent en note 12 de l'annexe aux comptes consolidés condensés inclus dans le présent rapport financier semestriel.

Magali DEVALLE

# **GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT**

**AU 30 JUIN 2023**



**PIZZORNO**  
E N V I R O N N E M E N T

# Sommaire

|   |           |
|---|-----------|
| <b>1. ETATS FINANCIERS CONDENSES</b> .....  | <b>3</b>  |
| 1.1. Bilan Consolidé .....  | 3         |
| 1.2. Compte de résultat consolidé .....   | 5         |
| 1.3. OCI Part du groupe .....   | 6         |
| 1.4. OCI Intérêts non contrôlés .....   | 6         |
| 1.5. Etat de variation de capitaux propres consolidés .....                                   | 7         |
| 1.6. Tableau de flux de trésorerie consolidé .....  | 8         |
| <b>2. Note d'information generale</b> .....   | <b>9</b>  |
| <b>3. Referentiel comptable</b> .....   | <b>9</b>  |
| <b>4. Evénements majeurs de l'exercice</b> .....  | <b>10</b> |
| <b>5. Evénements postérieurs à la clôture</b> .....   | <b>12</b> |
| <b>6. Passifs éventuels</b> .....   | <b>12</b> |
| <b>7. Saisonnalité</b> .....  | <b>15</b> |
| <b>8. Périmètre de consolidation</b> .....  | <b>16</b> |
| 8.1. Société mère.....  | 16        |
| 8.2. Filiales consolidées .....   | 16        |
| 8.3. Participations non consolidées .....   | 17        |
| 8.4. Obligations.....   | 17        |
| 8.5. Méthode de conversion pour les entreprises étrangères.....                               | 17        |
| <b>9. Notes explicatives sur les comptes</b> .....  | <b>18</b> |
| 9.1. Traitement des goodwill .....  | 18        |
| 9.2. Immobilisations corporelles .....  | 19        |
| 9.3. Participations mises en équivalence.....   | 20        |
| 9.4. Impôts différés actifs et passifs.....   | 21        |
| 9.5. Créances nettes de dépréciations (classification IFRS 9 au coût amorti).....             | 21        |
| 9.6. Autres actifs (courants et non courants) hors stocks et trésorerie .....                 | 22        |
| 9.7. Emprunts et dettes financières à long terme (classification IFRS 9 au coût amorti) ..... | 23        |
| 9.8. Coût de l'endettement financier brut .....   | 24        |
| 9.9. Autres produits et charges financiers .....  | 24        |
| 9.10. Impôts .....  | 24        |
| 9.11. Engagements hors bilan .....  | 25        |
| 9.12. Activités abandonnées.....  | 25        |
| 9.13. Information sur les justes valeurs.....   | 26        |
| <b>10. Dividendes payés</b> .....   | <b>26</b> |
| <b>11. Informations sectorielles par secteur d'activité</b> .....                             | <b>26</b> |
| <b>12. Transactions avec les parties liées</b> .....  | <b>28</b> |

# 1. ETATS FINANCIERS CONDENSES

## 1.1. Bilan Consolidé

### ACTIF

|  |             | Jun 2023       | Décembre 2022  |
|--|-------------|----------------|----------------|
| Immobilisations incorporelles  |             | 485            | 245            |
| Ecart d'acquisition  | 9.1         | 10 874         | 10 874         |
| Immobilisations corporelles  | 9.2         | 98 482         | 90 604         |
| Titres mis en équivalence  | 9.3         | 39             | 36             |
| Autres actifs financiers   | 9.6         | 48 705         | 50 586         |
| <b>Actifs non-courants</b>   |             | <b>158 586</b> | <b>152 345</b> |
| Stocks et en-cours   |             | 2 107          | 2 092          |
| Clients et autres débiteurs  | 9.5         | 99 488         | 87 408         |
| Créances d'impôt   | 9.6         | 641            | 630            |
| Autres actifs courants   | 9.6         | 1 360          | 686            |
| Vmp et autres placements   |             | 38 157         | 18 100         |
| Disponibilités   |             | 17 992         | 42 998         |
| <b>Actifs courants</b>   |             | <b>159 745</b> | <b>151 913</b> |
| <b>Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés</b> | <b>9.12</b> | <b>306</b>     | <b>309</b>     |
| <b>Total Actif</b>   |             | <b>318 637</b> | <b>304 568</b> |

**| PASSIF**

|  |     | <b>Jun 2023</b> | <b>Décembre 2022</b> |
|--|-----|-----------------|----------------------|
| Capital  |     | 21 416          | 21 416               |
| Primes liées au capital  |     | 4               | 4                    |
| Actions propres  |     | -2 142          | -2 208               |
| Autres réserves  |     | 62 724          | 49 002               |
| Résultat   |     | 7 777           | 18 431               |
| <b>Capitaux propres, part du groupe</b>                        |     | <b>89 780</b>   | <b>86 645</b>        |
| Intérêts minoritaires  |     | 101             | 79                   |
| <b>Capitaux propres</b>  |     | <b>89 880</b>   | <b>86 724</b>        |
| Emprunts et dettes financières                                 | 9.7 | 52 112          | 57 326               |
| Engagements envers le personnel                                |     | 15 061          | 14 429               |
| Autres provisions  |     | 29 276          | 28 165               |
| Impôts différés  | 9.4 | 3 993           | 4 007                |
| Autres passifs long terme                                      |     | 350             | 473                  |
| <b>Passifs non courants</b>                                    |     | <b>100 792</b>  | <b>104 400</b>       |
| Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)          | 9.7 | 23 245          | 24 378               |
| Concours bancaires   |     | 1 952           | 143                  |
| Provisions (part à moins d'un an)                              |     | 6 544           | 6 212                |
| Fournisseurs et autres créditeurs                              |     | 83 204          | 79 339               |
| Dettes d'impôt   |     | 962             | 656                  |
| Autres passifs courants  |     | 11 144          | 1 775                |
| <b>Passifs courants</b>  |     | <b>127 050</b>  | <b>112 503</b>       |
| <b>Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés</b> |     | <b>915</b>      | <b>941</b>           |
| <b>Total Passif</b>  |     | <b>318 637</b>  | <b>304 568</b>       |

## 1.2. Compte de résultat consolidé

|   |            | Jun 2023      | Jun 2022      |
|---|------------|---------------|---------------|
| Chiffre d'affaires  |            | 127 992       | 107 848       |
| Achats consommés  |            | -8 336        | -7 604        |
| Charges externes  |            | -25 564       | -20 336       |
| Charges de personnel  |            | -67 931       | -55 556       |
| Impôts et taxes   |            | -3 009        | -2 984        |
| Dotations aux amortissements                                  |            | -13 088       | -11 864       |
| Dotations aux dépréciations et provisions                     |            | -2 203        | -4 932        |
| Variation des stocks d'en-cours et produits finis             |            | 45            | -8            |
| Autres produits et charges d'exploitation                     |            | 523           | 649           |
| <b>Résultat opérationnel courant</b>                          |            | <b>8 429</b>  | <b>5 213</b>  |
| Résultat sur cession de participations consolidées            |            | 0             | 0             |
| Autres produits et charges opérationnels                      |            | 718           | 192           |
| <b>Résultat opérationnel</b>                                  |            | <b>9 146</b>  | <b>5 405</b>  |
| Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie         |            | 667           | 90            |
| Coût de l'endettement financier brut                          |            | -415          | -283          |
| <b>Coût de l'endettement financier net</b>                    | <b>9.8</b> | <b>252</b>    | <b>-193</b>   |
| Autres produits et charges financiers                         | 9.9        | 1 254         | 5 813         |
| <b>Résultat avant impôt</b>                                   |            | <b>10 652</b> | <b>11 025</b> |
| Impôts sur les bénéfices                                      | 9.10       | -2 806        | -3 139        |
| <b>Résultat après impôt</b>                                   |            | <b>7 847</b>  | <b>7 886</b>  |
| Résultat des mises en équivalence                             | 9.3        | 4             | 3             |
| Résultat des activités destinées à être cédées ou abandonnées |            | 0             | -0            |
| <b>Résultat net total</b>                                     |            | <b>7 850</b>  | <b>7 889</b>  |
| <b>Part du groupe</b>   |            | <b>7 777</b>  | <b>7 833</b>  |
| <b>Part des intérêts non contrôlés</b>                        |            | <b>73</b>     | <b>57</b>     |
| Résultat par action   |            | 2,028840      | 2,045781      |
| Résultat dilué par action                                     |            | 2,028840      | 2,045781      |

### 1.3. OCI Part du groupe

|  | Juin 2023   | Juin 2022  |
|--|-------------|------------|
| <b>Eléments du résultat global non recyclables</b> | <b>-698</b> | <b>918</b> |
| OCI Engagement retraite (IAS19)                    | -973        | 1 223      |
| ID sur OCI Engagement retraite (IAS19)             | 274         | -306       |
| <b>Eléments du résultat global recyclables</b>     | <b>-178</b> | <b>61</b>  |
| OCI Var. JV titres                                 | -1          | -8         |
| ID sur OCI Var. JV titres                          | 0           | 2          |
| Réserves de conversion groupe                      | -178        | 66         |
| <b>OCI part du groupe</b>                          | <b>-877</b> | <b>978</b> |

### 1.4. OCI Intérêts non contrôlés

|   | Juin 2023  | Juin 2022 |
|---|------------|-----------|
| <b>Eléments du résultat global non recyclables</b>              | <b>-14</b> | <b>16</b> |
| OCI Engagement retraite (IAS19) - Intérêts non contrôlés        | -20        | 22        |
| ID sur OCI Engagement retraite (IAS19) - Intérêts non contrôlés | 6          | -5        |
| <b>Eléments du résultat global recyclables</b>                  | <b>6</b>   | <b>-6</b> |
| Réserves de conversion des intérêts non contrôlés               | 6          | -6        |
| <b>OCI part des intérêts non contrôlés</b>                      | <b>-8</b>  | <b>10</b> |

## 1.5. Etat de variation de capitaux propres consolidés

|   | Capital       | Réserves liées au capital | Titres en auto-contrôle | Réserves de conversion | Réserves OCI  | Réserves et résultats consolidés | Capitaux propres part du groupe | Intérêts non contrôlés | Capitaux propres |
|---|---------------|---------------------------|-------------------------|------------------------|---------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------------|------------------|
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2021</b>       | <b>21 416</b> | <b>4</b>                  | <b>-2 186</b>           | <b>659</b>             | <b>-2 036</b> | <b>53 887</b>                    | <b>71 744</b>                   | <b>-48</b>             | <b>71 696</b>    |
| Opérations sur le capital                         |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| Paiements fondés sur des actions                  |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| Opérations sur titres auto-détenus                |               |                           | 84                      |                        |               |                                  | 84                              |                        | 84               |
| Dividendes versés                                 |               |                           |                         |                        |               | -3 865                           | -3 865                          |                        | -3 865           |
| <i>Résultat de la période</i>                     |               |                           |                         |                        |               | 7 833                            | 7 833                           | 57                     | 7 889            |
| <i>Eléments du résultat global non recyclable</i> |               |                           |                         |                        |               | 918                              | 918                             | 16                     | 934              |
| <i>Eléments du résultat global recyclable</i>     |               |                           |                         | 66                     | -6            |                                  | 61                              | -6                     | 54               |
| <b>Résultat global de la période</b>              | <b>0</b>      | <b>0</b>                  | <b>0</b>                | <b>66</b>              | <b>912</b>    | <b>7 833</b>                     | <b>8 811</b>                    | <b>67</b>              | <b>8 878</b>     |
| Sortie de périmètre                               |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| Autres variations                                 |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| <b>Capitaux propres au 30 juin 2022</b>           | <b>21 416</b> | <b>4</b>                  | <b>-2 103</b>           | <b>726</b>             | <b>-1 124</b> | <b>57 855</b>                    | <b>76 774</b>                   | <b>19</b>              | <b>76 793</b>    |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2021</b>       | <b>21 416</b> | <b>4</b>                  | <b>-2 186</b>           | <b>659</b>             | <b>-2 036</b> | <b>53 887</b>                    | <b>71 744</b>                   | <b>-48</b>             | <b>71 696</b>    |
| Opérations sur le capital                         |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| Paiements fondés sur des actions                  |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| Opérations sur titres auto-détenus                |               |                           | -22                     |                        |               | 29                               | 7                               |                        | 7                |
| Dividendes versés                                 |               |                           |                         |                        |               | -3 865                           | -3 865                          |                        | -3 865           |
| <i>Résultat de la période</i>                     |               |                           |                         |                        |               | 18 431                           | 18 431                          | 111                    | 18 542           |
| <i>Eléments du résultat global non recyclable</i> |               |                           |                         |                        |               | -25                              | -25                             | 1                      | -23              |
| <i>Eléments du résultat global recyclable</i>     |               |                           |                         | 354                    | -2            |                                  | 352                             | 14                     | 366              |
| <b>Résultat global de la période</b>              | <b>0</b>      | <b>0</b>                  | <b>0</b>                | <b>354</b>             | <b>-27</b>    | <b>18 431</b>                    | <b>18 759</b>                   | <b>127</b>             | <b>18 885</b>    |
| Sortie de périmètre                               |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| Autres variations                                 |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2022</b>       | <b>21 416</b> | <b>4</b>                  | <b>-2 208</b>           | <b>1 013</b>           | <b>-2 063</b> | <b>68 483</b>                    | <b>86 645</b>                   | <b>79</b>              | <b>86 724</b>    |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2022</b>       | <b>21 416</b> | <b>4</b>                  | <b>-2 208</b>           | <b>1 013</b>           | <b>-2 063</b> | <b>68 483</b>                    | <b>86 645</b>                   | <b>79</b>              | <b>86 724</b>    |
| Opérations sur le capital                         |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| Paiements fondés sur des actions                  |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| Opérations sur titres auto-détenus                |               |                           | 66                      |                        |               | 34                               | 100                             |                        | 100              |
| Dividendes versés                                 |               |                           |                         |                        |               | -3 866                           | -3 866                          |                        | -3 866           |
| <i>Résultat de la période</i>                     |               |                           |                         |                        |               | 7 777                            | 7 777                           | 73                     | 7 850            |
| <i>Eléments du résultat global non recyclable</i> |               |                           |                         |                        |               | -698                             | -698                            | -14                    | -713             |
| <i>Eléments du résultat global recyclable</i>     |               |                           |                         | -178                   | -1            |                                  | -178                            | 6                      | -172             |
| <b>Résultat global de la période</b>              | <b>0</b>      | <b>0</b>                  | <b>0</b>                | <b>-178</b>            | <b>-699</b>   | <b>7 777</b>                     | <b>6 901</b>                    | <b>65</b>              | <b>6 966</b>     |
| Sortie de périmètre                               |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| Autres variations                                 |               |                           |                         |                        |               |                                  | 0                               |                        | 0                |
| <b>Capitaux propres au 30 juin 2023</b>           | <b>21 416</b> | <b>4</b>                  | <b>-2 142</b>           | <b>836</b>             | <b>-2 762</b> | <b>72 428</b>                    | <b>89 780</b>                   | <b>101</b>             | <b>89 880</b>    |

## 1.6. Tableau de flux de trésorerie consolidé

|  |      | Jun<br>2023    | Jun<br>2022   |
|--|------|----------------|---------------|
| Résultat net total consolidé   |      | 7 850          | 7 889         |
| Elim. du résultat des mises en équivalence   | 9.3  | -4             | -3            |
| Elim. des amortissements et provisions   |      | 14 599         | 16 733        |
| Elim. des profits / pertes sur actualisation   |      | -802           | -4 849        |
| Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution                  |      | -1 054         | -216          |
| Elim. des produits de dividendes   |      | -5             | -4            |
| <b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b> |      | <b>20 585</b>  | <b>19 550</b> |
| Elim. de la charge (produit) d'impôt   | 9.10 | 2 806          | 3 139         |
| Elim. du coût de l'endettement financier net   | 9.8  | 252            | 193           |
| <b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b> |      | <b>23 642</b>  | <b>22 882</b> |
| Variation du BFR lié à l'activité  |      | 523            | 1 000         |
| Impôts payés   | 9.10 | -2 533         | -642          |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>                         |      | <b>21 633</b>  | <b>23 241</b> |
| Incidence des variations de périmètre  |      |                |               |
| Acquisition d'immobilisations corporelles  | 9.2  | -20 740        | -9 043        |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles  |      | -311           | -11           |
| Acquisition d'actifs financiers  |      |                |               |
| Variation des prêts et avances consentis   |      | 1 855          |               |
| Subventions d'investissement reçues  |      | 72             | 15            |
| Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles                               |      | 2 961          | 540           |
| Cession d'actifs financiers  |      | 15             | 223           |
| Dividendes reçus   |      |                |               |
| Autres flux liés aux opérations d'investissement                                     |      |                |               |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>                        |      | <b>-16 148</b> | <b>-8 276</b> |
| Augmentation de capital  |      |                |               |
| Cession (acquisition) nette d'actions propres  |      | 66             | 40            |
| Emission d'emprunts  | 9.7  | 4 994          | 20 302        |
| Remboursement d'emprunts   | 9.7  | -11 360        | -11 496       |
| Remboursement d'emprunts IFRS 16   | 9.7  | -1 808         | -1 779        |
| Intérêts financiers nets versés  | 9.8  | -252           | -193          |
| Dividendes payés aux actionnaires du groupe  | 10   | -3 866         | -3 865        |
| Dividendes payés aux intérêts non contrôlés  |      | -44            |               |
| Autres flux liés aux opérations de financement                                       |      |                |               |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>                          |      | <b>-12 268</b> | <b>3 010</b>  |
| Incidence de la variation des taux de change   |      | 26             | -12           |
| <b>Variation de la trésorerie</b>  |      | <b>-6 757</b>  | <b>17 962</b> |
| <b>Trésorerie d'ouverture</b>  |      | <b>60 955</b>  | <b>51 033</b> |
| <b>Trésorerie de clôture</b>   |      | <b>54 197</b>  | <b>68 995</b> |
| <b>Variation de la trésorerie</b>  |      | <b>- 6 757</b> | <b>17 962</b> |

## 2. NOTE D'INFORMATION GENERALE

La société Groupe Pizzorno Environnement est une Société Anonyme au capital de 21 416 000 euros divisé en 4 000 000 actions, dont le siège social est à Draguignan (83300), 109 rue Jean Aicard ; elle est immatriculée au RCS de Draguignan (France) sous le N° 429 574 395 (2000B33) depuis le 18/2/2000. Depuis le 8 juillet 2005, elle est cotée à Paris sur le marché Eurolist, compartiment C. La durée d'existence de la société est de 90 ans.

Elle exerce ses activités, via ses filiales en France et au Maghreb, dans le domaine de la protection de l'environnement, de l'élimination et de la valorisation des déchets sous toutes leurs formes, notamment le ramassage, le traitement, le transport, le recyclage des ordures, les nettoyages industriels et urbains, l'assainissement, la filtration et le traitement des eaux.

Les présents comptes consolidés condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 27 septembre 2023.

## 3. REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes semestriels clos le 30 juin 2023 du Groupe Pizzorno Environnement sont présentés et ont été préparés sur la base des dispositions de la norme IAS 34 « information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information financière requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe Pizzorno Environnement pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2023 et disponibles sur le site [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm). Ces principes comptables sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, présentés dans la Note 3.1 des comptes consolidés du Rapport annuel 2022.

Les normes et interprétations devenues d'application obligatoire au 01/01/2023 sont les suivantes :

- Amendement à la norme IAS 12 : impôt différé rattaché à des actifs et passifs issus d'une même transaction.

La mise en œuvre de ces nouvelles normes n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe en 2023.

Les comptes consolidés de la période intermédiaire ont été établis sur la base des règles utilisées pour la clôture de l'exercice 2022. L'impôt société notamment est calculé en fonction des taux connus par opération pour chaque entité au 30/06/2023. Le taux retenu pour le calcul de l'impôt différé des sociétés françaises est celui prévu par la loi de finance de l'année 2023, soit 25,83%. Contrairement à la clôture des comptes consolidés au 31 décembre 2022, la direction estime à ce jour que le groupe sera, dans le futur, soumis à la contribution sociale de 3.3%.

## 4. EVÉNEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

### Arrêt du centre d'exploitation d'OUM AZZA

En octobre 2019, notre filiale TEODEM a procédé à la signature d'un protocole de résiliation à l'amiable de l'exploitation du centre de traitement et de valorisation des déchets d'Oum Azza, à effet du 30 juin 2020. En mai 2020, le client n'ayant pas réussi à confier, comme il l'avait prévu à un autre prestataire, l'exploitation de ce site, nous a sollicité pour reporter la date d'effet du protocole de résiliation au 31 décembre 2020.

Compte-tenu des arriérés non payés par le client sur ce contrat, et de notre prudence quant à sa capacité à nous payer cette exploitation supplémentaire, nous avons refusé sa demande.

Sous le prétexte d'un prétendu dégagement d'odeur, quatre jours avant la prise d'effet de la résiliation au 30 juin 2020, le client a mis en demeure TEODEM de régulariser la situation dans les 24 heures.

Malgré notre réponse dès le 27 juin 2020, le client a cru pouvoir prendre une décision de « mise en régie » de l'exploitation le 1er juillet 2020 soit le lendemain de la date fixée dans le protocole pour la prise d'effet de la résiliation du contrat de gestion déléguée (30 juin 2020).

Par ailleurs, cette même décision de mise en régie provisoire comporte une autre décision unilatérale, sans aucun fondement juridique invoqué, de suspension de la convention de gestion déléguée et du protocole de résiliation.

Pour notre part, et conformément au protocole, nous avons arrêté l'exploitation comme prévu le 30 juin 2020.

La décision du client du 1er juillet 2020 a été contestée dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir. Le 9 mars 2021, le Tribunal Administratif de Rabat a déclaré notre requête irrecevable en ce qu'elle devrait être portée devant le juge du contrat et non celui de l'excès de pouvoir. Afin de respecter les clauses du contrat et du protocole de résiliation, nous avons mis en œuvre les clauses de règlement des conflits qui prévoient la saisine du Ministère de l'Intérieur comme conciliateur, et en cas d'échec la saisine du CIRDI.

En août 2023, le Groupe a entrepris la saisine du CIRDI afin de faire valoir nos droits au regard d'un comportement inéquitable de la part de notre client.

### Cession du bâtiment de l'ancienne Ecole Normale de Draguignan

En février 2023, la société Groupe Pizzorno Environnement a cédé le bâtiment de l'ancienne Ecole Normale de Draguignan pour un montant supérieur à la valeur nette comptable de l'immobilisation.

### Litige du collectif de salariés TEODEM

Pour rappel, le contrat de collecte entre la société TEODEM et le client ECI a été résilié par anticipation en date du 30 juin 2020 et un nouvel opérateur a pris la suite de TEODEM pour l'exécution du contrat. En dépit de cela, au cours du 1er semestre 2022, un litige avec un collectif d'anciens salariés de TEODEM a débuté. La société TEODEM a été assignée aux prud'hommes marocains. Les salariés considèrent qu'ils auraient dû être licenciés et réclament des indemnités de licenciement alors que dans ce type de contrat, les salariés sont théoriquement repris par le nouvel opérateur. De plus, au cours de l'exercice 2022, un salarié ayant agi hors de la procédure collective s'est fait débouté par les prud'hommes pour des demandes similaires. Le montant global réclamé par les anciens salariés s'élève à 7,9 M€.

Sur la base d'une évaluation du risque par le conseil de la société TEODEM, une provision de 1,7 M€ a toutefois été comptabilisée au 31 décembre 2022.

Au cours du premier semestre 2023, le collectif des salariés a été débouté en première instance. Ayant fait appel, le Groupe a décidé de conserver la provision dans les comptes au 30 juin 2023.

#### Fin du marché du Centre de tri de Grenoble

La métropole Grenoble-Alpes a souhaité programmer la reconstruction du centre de tri. Compte tenu du timing, une prorogation du contrat initial de 4 mois, soit jusqu'à fin avril 2020 a été octroyé à la société STAR ATHANOR.

La société STAR ATHANOR a participé à l'appel d'offre pour la construction et l'exploitation du nouveau centre de tri mais n'a pas été retenue.

Dans le cadre des opérations de fin de la délégation de service publique pour l'exploitation du centre de tri d'Athanor, nous avons établi un projet de décompte en conclusion duquel nous réclamons la somme de 379 K€ essentiellement sur le fondement des effets du COVID 19 sur l'exploitation de l'installation.

En réponse, la Communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole a cru pouvoir émettre, le 28 décembre 2020, un projet de décompte rectifié faisant apparaître une réclamation de sa part pour un montant global de 4,4 M€. Nous avons rejeté chacune des demandes formulées dans ce décompte qui ne comportait aucune justification sérieuse et de ce fait aucune provision n'a été comptabilisée à ce stade.

La métropole Grenoble-Alpes a effectué une requête indemnitaire auprès du Tribunal administratif pour un montant d'environ 2,4 M€.

Au 31 décembre 2022, il est toujours considéré que la majorité des demandes de la métropole sont infondées et une provision a été comptabilisée pour 83 K€.

En raison de l'absence d'événement relatif à cette affaire sur le premier semestre 2023, la provision est maintenue dans les comptes au 30 juin 2023.

#### Litige avec l'ANGED

Dans le cadre du marché passé avec l'ANGED pour l'exploitation de la décharge de Djebel Chekir, une caution de bonne fin était exigée du GIE Pizzorno-AMSE, titulaire du marché, pour un montant total de 2.110.356,144 TND, soit 642 K€.

La part du groupe Pizzorno dans le GIE Pizzorno-AMSE est de 60% et celle de notre partenaire, l'AMSE de 40%.

Cette caution a été consentie par la BIAT avec une contre garantie en France de la BPCA en proportion de la part de GPE dans le GIE (60%) soit une contre garantie de 1.266.214 TND, soit 384 K€. Le GIE considère que la caution a cessé de produire ses effets le 31/12/2015. GPE a demandé à la BPCA de solliciter une main levée de la caution auprès de la BIAT, laquelle a refusé. L'ANGED a de son côté tenté d'actionner la caution mais la BIAT n'a pas satisfait à cette demande. L'ANGED a alors engagé une procédure devant le Tribunal de première Instance de Tunis. Ce dernier a rendu un jugement ordonnant le paiement d'un montant de 2.110.356,144 Dinars à l'ANGED au titre du montant de la caution bancaire outre les intérêts à partir du 28/01/2016 et les frais de procédure. La BIAT a fait appel du jugement. Le GIE n'ayant pas pu intervenir pour sa défense en première instance, a également fait appel. La décision de la Cour d'Appel confirme la décision de première instance. Un pourvoi en cassation a été diligenté par la BIAT. A ce stage de la procédure, aucune provision n'a été comptabilisée par le Groupe.

## Guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine persiste depuis février 2022 et a des répercussions importantes sur les marchés financiers et sur les prix de certaines matières premières, affectant l'ensemble de l'économie mondiale. Néanmoins, les effets négatifs sur le Groupe Pizzorno Environnement sont limités (le Groupe et ses fournisseurs n'étant notamment pas présents dans les zones touchées par ce conflit).

## **5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Néant

## **6. PASSIFS ÉVENTUELS**

Les passifs éventuels font l'objet d'une information en annexe. Ils correspondent à :

- Des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, ou
- Des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation, ou car le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

### Taxe foncière en période de post-exploitation

Ainsi que décrit dans le paragraphe 3.14, le groupe a provisionné dans ses comptes les coûts correspondants à ses obligations de suivi trentenaire des Centres de Suivi des Déchets Ultimes (CSDU). Cependant dans une jurisprudence récente (22/11/2017), le Conseil d'Etat a considéré que la taxe foncière due par le propriétaire exploitant, devait être calculée pour ce type de site sur la base due pour les propriétés bâties, et ce y compris pendant la période de post-exploitation.

Les sommes éventuellement dues à ce titre pendant la période de suivi trentenaire n'ont pas été provisionnées par le groupe depuis la clôture au 31 décembre 2017, car trop d'incertitudes subsistaient pour permettre d'évaluer un montant de manière raisonnable :

- D'une part le statut du groupe vis-à-vis de ces sites pendant la période de post-exploitation n'était pas connu, ce qui conditionnait l'exigibilité et le mode de calcul de la taxe (notamment des négociations étaient en cours avec les bailleurs concernant les baux emphytéotiques sur les deux sites concernés pouvant conduire pour l'un d'entre eux à une absence d'exigibilité de cette taxe durant la période de post-exploitation) ;
- D'autre part la fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement (FNADE), organisation professionnelle représentative des industriels de l'environnement, s'était saisie de ce sujet et avait notamment entrepris un dialogue avec la direction de la législation fiscale en vue de préciser la manière de déterminer la taxe ;
- En 2019, l'article 121 de la loi de finances pour 2020 (loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019) a notamment modifié l'article 1499-00 A du Code Général des Impôts en insérant l'alinéa suivant : « L'article 1499 ne s'applique pas à la détermination de la valeur locative des équipements

indissociables des installations de stockage de déchets autorisées conformément au titre 1er du livre V du code de l'environnement, dès lors que les installations ont cessé de procurer des revenus provenant de l'enfouissement de déchets avant le 1er janvier de l'année au titre de laquelle l'imposition est établie, sans qu'il soit tenu compte des revenus accessoires provenant de l'extraction de biogaz. » :

- Cet article a pour objet de faire glisser les CSDU en post-exploitation d'une activité industrielle relevant de la méthode comptable, qui repose sur le prix de revient des investissements passibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties à une activité commerciale relevant de la grille tarifaire qui repose sur une surface pondérée valorisée par un tarif au m<sup>2</sup> mais ainsi l'évaluation des taxes foncières afférentes s'avère être plus complexe : en effet la méthode est différente entre un site en exploitation (méthode comptable) et un site en post-exploitation (méthode tarifaire), sachant toutefois que cette mesure réduira significativement la base de calcul de la taxe foncière qui serait due.
- Enfin, en 2020, l'article 132 de la loi de finances pour 2021 (loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020) est revenue sur ce régime afin d'en clarifier les contours en précisant quelles sont les installations visées par la mesure d'exclusion de la méthode comptable ainsi que la date à compter de laquelle la méthode d'évaluation suivant la méthode tarifaire prévue pour les locaux professionnels s'applique.

Compte tenu de l'ensemble de ces incertitudes, des actions encore en cours de la FNADE et de la durée de la projection en cause (trente ans), il n'était pas possible pour le groupe d'estimer de manière fiable ses obligations futures en la matière jusqu'au 31 décembre 2020 et le passif éventuel lié à cette obligation pouvait varier selon les hypothèses retenues entre zéro et 12,4 M€ (avant effets d'actualisation).

Dès la promulgation de la loi de finances pour 2021 fixant enfin un cadre définitif à l'évaluation de cette taxe pour les CSDU, et compte tenu de la complexité pour l'évaluer de manière fiable, le Groupe a fait appel à un conseil fiscal externe afin de l'aider à déterminer les montants à provisionner.

Cette évaluation, faite à partir de l'évolution des taux et des coefficients constatés sur les 5 dernières années pour l'imposition des locaux professionnels, a pris comme hypothèse que le site était susceptible d'être classé dans une des trois catégories fiscales suivantes :

- DEP 1 : terrains exploités commercialement comme lieux de dépôt à ciel ouvert ;
- IND 2 : carrières et établissements assimilables ;
- EXC 1 : locaux ne relevant d'aucune des catégories précédentes par leurs caractéristiques sortant de l'ordinaire.

Pour le site du Balançan, le Groupe a ajusté la provision pour suivi trentenaire au 31 décembre 2020 d'un montant de 1 272 K€ au 31 décembre 2020, sur la base du montant de taxe foncière résultant de l'hypothèse la plus basse soit IND 2 (1 781 K€). Le Groupe considère en effet qu'il devrait, dans le meilleur des cas, s'acquitter à minima du montant résultant de l'hypothèse basse (NB : à noter qu'un montant de 509 K€ était déjà provisionné au titre de la taxe foncière depuis l'exercice 2018, ce qui explique la différence entre le montant ajusté de la provision et celui de l'hypothèse la plus basse IND 2).

Pour information, le complément de taxe foncière résultant de la prise en compte des deux autres hypothèses serait respectivement de 3 359 K€ (EXC 1) et 14 846 K€ (DEP 1), ce qui aurait pour conséquence une provision complémentaire de respectivement 2 850 K€ et 14 337 K€.

Pour le site de Roumagayrol, le conseil fiscal du Groupe a formulé le 19 novembre 2021 le retour chiffré de l'évaluation des taxes foncières et cotisation foncière des entreprises selon les modalités d'évaluation des locaux professionnels. Cette estimation, effectuée en considérant la totalité du site fermé à partir de 2028 et en retenant la catégorie IND 2 qui demeure être la plus favorable s'élève à 1 504 K€ (impact global sur 30 ans). A titre d'information, en retenant la catégorie DEP1 (impact global sur 30 ans de 14 095 K€) et EXC1

(impact global sur 30 ans de 5 177 K€), des provisions complémentaires auraient été passées respectivement pour 3,4 M€ et 0,7 M€.

A ce jour, le Groupe Pizzorno est toujours en attente de commentaires de la part de l'administration fiscale sur la catégorie fiscale qui sera in fine retenue.

Néanmoins, un arrêt du Conseil d'Etat du 11 février 2022 et un jugement de la Cour Administrative d'Appel de Douai du 15 septembre 2022, dans une affaire initiée par une autre entreprise du secteur concernant l'assujettissement à la taxe foncière des alvéoles pourrait avoir un impact positif sur les évaluations décrites ci-avant. Dans l'attente d'un nouveau jugement par le Tribunal Administratif dans cette affaire, le management du Groupe étudie les options possibles avec son conseil fiscal et maintient dans l'immédiat ses estimations.

#### Contentieux social sur l'établissement mauritanien de la filiale Dragui-Transports :

Le collectif des salariés de l'établissement mauritanien Dragui-Transports a engagé une procédure devant l'inspection du travail. Le litige porte sur des interprétations de salaires de base, salaires bruts, salaires nets et différentes autres primes pour un montant total de 2,2 M€.

Suite à une première expertise et une contre-expertise, le Conseil d'arbitrage a, par sa sentence en date du 17 janvier 2012, décidé d'accorder certains droits et s'est déclaré incompétent sur d'autres points.

La société Dragui-Transports et ses conseils ont formulé un pourvoi en cassation partiel. Le jugement en cassation devant la Chambre Civile et Sociale n° 1 de la Cour Suprême mis en délibéré au 18 décembre 2012, a rejeté le pourvoi en dépit de la consistance et du bien-fondé des moyens exposés à la demande.

Début 2013, une réunion avec le Ministre de la Justice s'est tenue. Ce dernier a donné son accord et des instructions, permettant l'introduction d'un pourvoi dans l'intérêt de la loi, visant à casser la décision du 18 décembre 2012 rendue par la Chambre Civile et Sociale n° 1 de la Cour Suprême. Dans le même temps, le Tribunal du Travail a rejeté la demande d'exécution forcée contre l'établissement mauritanien Dragui-Transports.

Le 8 avril 2013, la cour suprême a cassé cette dernière décision et renvoyé l'affaire devant le tribunal du travail autrement composé. Ce dernier a rendu l'ordonnance du 29 septembre 2013 pour l'exécution forcée contre l'établissement mauritanien de la société Dragui-Transports à concurrence de 865 456 KUM (soit 2 160 K€). Le 2 octobre 2013, cet établissement a introduit un pourvoi en cassation contre cette ordonnance devant les chambres réunies de la Cour Suprême.

Début 2014, le Tribunal du Travail a ordonné l'exécution forcée contre l'établissement mauritanien de la société Dragui-Transports. Cette procédure entachée de vice de forme n'a pas abouti.

Après une analyse approfondie des termes de la procédure, avec ses conseils juridiques, dans l'attente du déroulement de la procédure du pourvoi dans l'intérêt de la loi, la Société a considéré qu'elle possède, pour différents motifs, les meilleures chances d'obtenir gain de cause. A ce jour, et notamment depuis la fermeture de son établissement local début 2015, ces dossiers n'ont reçu aucun développement nouveau dont la société Dragui-Transports aurait été avertie. En conséquence et à l'instar des comptes précédents, la Société n'a constitué aucune provision pour risque au titre de cette affaire au 30 juin 2023.

## **7. SAISONNALITÉ**

Une partie de l'activité de traitement des déchets est soumise à une saisonnalité estivale pour les communes du littoral. Cependant, l'effet est négligeable pour l'ensemble du groupe compte tenu de la variété des implantations géographiques en France et à l'étranger.

## 8. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 8.1. Société mère

Groupe Pizzorno Environnement  
 Société Anonyme au capital de 21 416 000 €  
 109, rue Jean Aicard  
 83300 DRAGUIGNAN  
 RCS Draguignan 429 574 395 (2000 B 33)

### 8.2. Filiales consolidées

|   |                 |             | Clôture<br>Méthode<br>intégration | Taux de<br>contrôle | Taux<br>d'intérêt |
|---|-----------------|-------------|-----------------------------------|---------------------|-------------------|
| Abval   | Draguignan      | 808 275 754 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Azur valorisation   | Draguignan      | 802 579 755 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Deverra   | Draguignan      | 808 318 349 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Dragui-gaz  | Draguignan      | 843 312 620 | Mise en équivalence               | 50                  | 50                |
| Dragui-transports   | Draguignan      | 722 850 070 | Globale                           | 100                 | 96                |
| Exarent   | Draguignan      | 804 024 289 | Globale                           | 100                 | 100               |
| GIE AMSE  | Tunis (Tunisie) |             | Globale                           | 100                 | 59                |
| La Mole   | Draguignan      | 490 920 634 | Globale                           | 100                 | 48                |
| Pizzorno Environnement<br>Industries                      | Draguignan      | 803 515 444 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Pizzorno Environnement<br>International                   | Draguignan      | 803 515 519 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Pizzorno Environnement<br>Services                        | Draguignan      | 525 244 190 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Pizzorno Global Services                                  | Draguignan      | 808 299 671 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Propolys  | Draguignan      | 525 089 371 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Samnet  | Saint-Ambroix   | 302 221 403 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Segedema  | Rabat (Maroc)   |             | Globale                           | 100                 | 98                |
| Pizzorno Environnement Eau et<br>Assainissement (Selfema) | Draguignan      | 323 592 295 | Globale                           | 100                 | 99                |
| Star-Athantor   | La Tronche      | 790 294 508 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Teodem  | Rabat (Maroc)   |             | Globale                           | 100                 | 99                |
| Teomara   | Rabat (Maroc)   |             | Globale                           | 100                 | 99                |
| Teorif  | Rabat (Maroc)   |             | Globale                           | 100                 | 99                |
| Pizzorno Environnement<br>Tunisie                         | Tunis (Tunisie) |             | Globale                           | 100                 | 99                |
| Valeur  | Draguignan      | 802 557 942 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Valteo  | Draguignan      | 802 556 241 | Globale                           | 100                 | 100               |
| Zephyre   | Toulon          | 790 031 546 | Mise en équivalence               | 51                  | 51                |

### 8.3. Participations non consolidées

Certaines participations ont été exclues du périmètre de consolidation parce qu'il s'agit d'entreprises en sommeil ou sur lesquelles le Groupe n'exerce aucune influence notable.

|                             | % capital détenu | Quote-part capitaux propres | Résultat exercice 2022 | Valeur brute des titres |     |
|-----------------------------|------------------|-----------------------------|------------------------|-------------------------|-----|
| SCI du Balançan             | 16,66            | 5                           | 31                     | 173                     | (1) |
| SA Scann                    | 5,00             | (nd)                        | (nd)                   | 15                      | (2) |
| GIE varois d'assainissement | 5,00             | (nd)                        | (nd)                   | 1                       |     |
| IRFEDD                      | 13,50            | (nd)                        | (nd)                   | 3                       |     |
| SPANC Sud Sainte Baume      | 30,00            | (nd)                        | (nd)                   | 9                       | (3) |
| Z ET P à Abu Dhabi          | 49,00            | (nd)                        | (nd)                   | 25                      | (4) |
| Le bateau blanc             | 7,74             | (nd)                        | (nd)                   | 5                       |     |
| <b>Total</b>                |                  |                             |                        | <b>230</b>              |     |

(1) La valeur des titres est justifiée par la valeur des terrains

(2) Une juste valeur nulle des titres de la SA SCANN d'une valeur historique de 15 K€ a été retenue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et au 30 juin 2023 (à noter que ces titres sont dépréciés à 100% au 30 juin 2023)

(3) Le groupe n'exerce aucune influence sur la gestion de la société

(4) La société n'est pas active. Une juste valeur nulle des titres de la Z ET P d'une valeur historique de 25 K€ a été retenue au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et au 30 juin 2023 (à noter que ces titres sont dépréciés à 100 % au 30 juin 2023)

(nd) Eléments non disponibles

### 8.4. Obligations

Depuis l'exercice 2017, le Groupe place une partie de sa trésorerie en obligations cotées pour un montant de 7 928 K€ au 30 juin 2023 (juste valeur à cette date). Ce placement est classé en « Titres disponibles à la vente » et comptabilisé à la juste valeur par OCI, considérant que le fait qu'il soit soumis à un risque non négligeable de changement de valeur ne permettait pas de la considérer comme un « équivalent de trésorerie ».

Pour rappel, lorsqu'une obligation présente une perte de valeur pour risque de crédit, une dépréciation est constatée directement en résultat. Ainsi, les obligations Casino et Rallye sont dépréciés à hauteur de 459 K€ au 30 juin 2023, dont 26 K€ constitués sur la période.

### 8.5. Méthode de conversion pour les entreprises étrangères

Les postes de bilan des sociétés marocaines et tunisiennes sont convertis dans les comptes consolidés du Groupe sur la base du cours de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Les postes du compte de résultat ainsi que le tableau de financement sont convertis sur la base du taux moyen de la période. Les écarts de conversion sont comptabilisés au bilan en capitaux propres.

Les différents taux de conversion utilisés sont les suivants :

| Pays    | Taux début exercice | Taux moyen exercice | Taux fin exercice |
|---------|---------------------|---------------------|-------------------|
| Maroc   | 11,1970             | 11,0262             | 10,7980           |
| Tunisie | 3,3400              | 3,3456              | 3,3800            |

## 9. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES

### 9.1. Traitement des goodwill

Les goodwill ont été déterminés par différence entre les coûts d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs acquis et passifs repris identifiés dans le cadre de regroupements d'entreprises ou en contrepartie des engagements de retraite afférents aux salariés repris dans le cadre de nouveaux contrats remportés par le Groupe.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », les goodwill ne sont pas amortis mais leur valeur est testée au moins une fois par an ou en cas d'indice de perte de valeur. Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Le Groupe a défini ses UGT sur la base du niveau auquel il organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

Cinq UGT ont ainsi été définies par le groupe :

- Collecte / Nettoyement

Cette UGT regroupe l'ensemble des activités de collecte d'ordures ménagères, collecte par relevage des colonnes sélectives, nettoyage urbain, mise à disposition de caissons pour DIB (déchets industriels banals) auprès d'industriels et de particuliers.

- Traitement

Cette UGT est composée des activités traitement du groupe réalisées sur les sites du Cannet des Maures, de Pierrefeu du Var, de Cabasse et d'Aboncourt (il s'agit d'une DSP).

- Tri/ Valorisation

Cette UGT regroupe le centre de tri du Muy et la déchetterie de Sainte Maxime.

- Assainissement / Nettoyage

Cette UGT concerne l'activité Assainissement et curage pour les collectivités et les particuliers.

- Export

Cette UGT regroupe l'ensemble des contrats de collecte et traitement des déchets à l'international et concerne nos activités au Maroc.

Le Groupe réalisant des tests de dépréciation des goodwill au 31 décembre et en l'absence d'indices de perte de valeur au 30 juin 2023, aucun test de dépréciation n'a été nécessaire au 30 juin 2023 (pour rappel, les actifs immobilisés de l'UGT Export sont intégralement dépréciés depuis la clôture au 31 décembre 2020).

## 9.2. Immobilisations corporelles

|   | Ouverture      | Acquisitions  | Cessions       | Virements de poste à poste | Ecart de conversion | Clôture        |
|---|----------------|---------------|----------------|----------------------------|---------------------|----------------|
| Terrains                                  | 8 630          |               | -600           |                            |                     | 8 030          |
| Constructions                             | 99 237         | 1 727         | -903           |                            | 40                  | 100 100        |
| Installations tech, matériel & outillage  | 34 734         | 2 160         | -233           |                            | 29                  | 36 690         |
| Autres immobilisations corporelles        | 160 717        | 15 419        | -10 594        | 270                        | 247                 | 166 058        |
| Immobilisations corporelles en cours      | 4 019          | 3 259         |                | -270                       |                     | 7 009          |
| <b>Immobilisations corporelles</b>        | <b>307 337</b> | <b>22 566</b> | <b>-12 331</b> | <b>0</b>                   | <b>315</b>          | <b>317 887</b> |
| Amt. constructions/terrains               | 68 458         | 4 270         | -222           | 0                          | 40                  | 72 546         |
| Amt. Install tech, matériel & outill.     | 25 878         | 1 525         | -223           | 0                          | 29                  | 27 209         |
| Amt. autres immobilisations corp.         | 120 590        | 7 206         | -9 979         | 0                          | 248                 | 118 066        |
| <b>Amt. Immobilisations corporelles</b>   | <b>214 927</b> | <b>13 001</b> | <b>-10 423</b> | <b>0</b>                   | <b>317</b>          | <b>217 821</b> |
| Dépré. Immobilisations corporelles        | 1 806          |               | -236           | 0                          | 15                  | 1 585          |
| <b>Dépré. Immobilisations corporelles</b> | <b>1 806</b>   | <b>0</b>      | <b>-236</b>    | <b>0</b>                   | <b>15</b>           | <b>1 585</b>   |
| <b>Total valeur nette</b>                 | <b>90 604</b>  | <b>9 565</b>  |                | <b>0</b>                   | <b>-16</b>          | <b>98 482</b>  |

La variation des immobilisations corporelles relatives aux retraitements des contrats de crédits-bails et contrats de location se ventile ainsi :

|   | Ouverture     | Acquisitions | Cessions      | Ecarts de conversion | Autres    | Clôture       |
|---|---------------|--------------|---------------|----------------------|-----------|---------------|
| Terrains                                  | 1 728         |              |               |                      |           | 1 728         |
| Constructions                             | 23 158        | 1 347        |               |                      |           | 24 506        |
| Autres immobilisations corporelles        | 28 361        | 478          | -1 999        | 88                   |           | 26 927        |
| <b>Immobilisations corporelles</b>        | <b>53 247</b> | <b>1 825</b> | <b>-1 999</b> | <b>88</b>            | <b>0</b>  | <b>53 161</b> |
| Amt. constructions/terrains               | 11 593        | 1 776        |               |                      | -0        | 13 369        |
| Amt. autres immobilisations corp.         | 28 054        | 116          | -1 976        | 65                   | 0         | 26 259        |
| <b>Amt. Immobilisations corporelles</b>   | <b>39 647</b> | <b>1 892</b> | <b>-1 976</b> | <b>65</b>            | <b>-0</b> | <b>39 628</b> |
| Dépré. Immobilisations corporelles        | 358           |              | -95           |                      |           | 262           |
| <b>Dépré. Immobilisations corporelles</b> | <b>358</b>    | <b>0</b>     | <b>-95</b>    | <b>0</b>             | <b>0</b>  | <b>262</b>    |
| <b>Total valeur nette</b>                 | <b>13 242</b> | <b>-66</b>   | <b>72</b>     | <b>22</b>            | <b>0</b>  | <b>13 271</b> |

### 9.3. Participations mises en équivalence

Ce poste enregistre la part du Groupe dans les capitaux propres des entreprises associées.

Il est constitué de deux sociétés :

- La société ZEPHIRE acquise en 2013 qui exploite dans le cadre d'une délégation de service public une unité de valorisation énergétique et a construit une nouvelle unité dans le cadre de la même délégation.

Cette société fait l'objet d'une gestion commune avec l'autre partenaire et les fonctions de direction sont partagées. En conséquence, le contrôle exercé par le Groupe a été analysé comme conjoint et elle a été intégrée selon la méthode de la mise en équivalence.

- La société DRAGUIGAZ acquise en 2018 exploite une station de gaz naturel pour véhicules. L'activité de cette société a débuté au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2019. Cette société fait l'objet d'une gestion commune avec l'autre partenaire et les fonctions de direction sont partagées. En conséquence, elle est intégrée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les principaux agrégats de ces sociétés sont les suivants pour le premier semestre 2023 (K€) :

|                                      | Zéphire | Draguigaz |
|--------------------------------------|---------|-----------|
| Chiffre d'affaires                   | 17 710  | 532       |
| Résultat net                         | 1 617   | 7         |
| Résultat global                      | 1 617   | 7         |
| Dividendes versés                    | -       | -         |
| Actifs non courants nets de caducité | 44 896  | 560       |
| Actifs courants                      | 25 862  | 524       |
| Passifs non courants                 | 16 450  | 79        |
| Passifs courants                     | 16 450  | 1 004     |
| Total bilan net de caducité          | 125 145 | 1 084     |
| Impact résultat conso                | -       | 4         |

## 9.4. Impôts différés actifs et passifs

Ces postes concernent les impôts différés dont la ventilation par nature est la suivante (en milliers d'euros) :

|  | Juin 2023    |              | Décembre 2022 |              |
|--|--------------|--------------|---------------|--------------|
|  | Actifs       | Passifs      | Actifs        | Passifs      |
| - Différences temporaires                    |              |              |               |              |
| Participation des salariés                   | 134          |              | 205           |              |
| Provisions non déductibles                   | 37           |              | 64            |              |
| Reports fiscaux déficitaires                 |              |              |               |              |
| Divers                                       | 1            |              | 1             |              |
| <b>Total</b>                                 | <b>171</b>   | <b>-</b>     | <b>269</b>    | <b>-</b>     |
| - Provisions non constatées en social        | 337          |              | 319           |              |
| - Annulation provisions règlementées         |              | 4 349        |               | 4 339        |
| - Location financement                       | 5            |              |               | 23           |
| - Evaluation d'actif à la juste valeur       |              | 129          |               | 125          |
| - Provisions suivi trentenaire               |              | 2 937        |               | 2 730        |
| - Cessions immo. Intragroupe                 |              | 49           |               | 22           |
| - Indemnités fin de carrière                 | 2 807        |              | 2 559         |              |
| - Divers                                     | 149          |              | 39            |              |
| <b>Total</b>                                 | <b>3 470</b> | <b>7 463</b> | <b>3 209</b>  | <b>7 216</b> |
| Compensation ID actifs et passifs par entité | -3 470       | -3 470       | -3 209        | -3 209       |
| <b>Total impôt différé par nature</b>        | <b>-</b>     | <b>3 993</b> | <b>-</b>      | <b>4 007</b> |

## 9.5. Créances nettes de dépréciations (classification IFRS 9 au coût amorti)

Au 30 juin 2023

|                  | Actifs échus à la date de clôture nets de dépréciation |               |             |        | Actif non dépréciés et non échus | Total  |
|------------------|--|---------------|-------------|--------|----------------------------------|--------|
|                  | 0 à 6 mois   | 6 mois à 1 an | Plus d'1 an | Total  |                                  |        |
| Créances clients | 27 080   | 1 671         | 13 089      | 41 841 | 36 356                           | 78 197 |

(\* Le cumul des provisions pour créances douteuses et débiteurs divers est de 17 358 K€ (15 080 K€ au titre des créances douteuses et 2 278 K€ au titre des débiteurs divers).

Sur les 13 089 K€ de créances échues à plus d'un an nettes de dépréciation, 10 756 K€ concernent des créances collectivités locales au Maroc.

A noter que le total global des créances marocaines clients brutes s'élève à 31 160 K€ (dont 26 769 K€ à plus d'un an) dépréciées selon les modalités définies dans les comptes annuels au 31 décembre 2022 pour un montant de 16 014 K€ (dont 2 971 K€ liés à l'effet temps).

Au 31 décembre 2022

|                  | Actifs échus à la date de clôture nets de dépréciation |               |             |               | Actif non dépréciés et non échus | Total         |
|------------------|--|---------------|-------------|---------------|----------------------------------|---------------|
|                  | 0 à 6 mois   | 6 mois à 1 an | Plus d'1 an | Total         |                                  |               |
| Créances clients | 21 217   | 1 312         | 12 797      | <b>35 327</b> | 30 702                           | <b>66 029</b> |

(\* Le cumul des provisions pour créances douteuses et débiteurs divers est de 15 789 K€ (13 592 K€ au titre des créances douteuses et 2 197 K€ au titre des débiteurs divers).

Les mouvements sur les pertes de crédit sur clients se présentent comme suit :

|   | Ouverture     | Acquisitions | Cessions     | Ecarts de conversion | Autres   | Clôture       |
|---|---------------|--------------|--------------|----------------------|----------|---------------|
| Perte de crédit attendues sur créances commerciales | 12 987        | 1 189        | -253         | 464                  |          | 14 387        |
| Dépréciations liées à l'effet temps                 | 2 802         | 64           |              | 105                  |          | 2 971         |
| <b>Total valeur nette</b>                           | <b>15 789</b> | <b>1 253</b> | <b>- 253</b> | <b>569</b>           | <b>0</b> | <b>17 358</b> |

## 9.6. Autres actifs (courants et non courants) hors stocks et trésorerie

|  | Classification IFRS9 | Juin 2023     |                | Décembre 2022 |               |
|--|----------------------|---------------|----------------|---------------|---------------|
|  |                      | Non courants  | Courants       | Non courants  | Courants      |
| Prêts                                    |                      |               |                |               |               |
| Titres de participation                  |                      | 8 119         |                | 8 133         |               |
| Titres immobilisés                       |                      | 5 000         |                | 5 000         |               |
| Dépôts de garantie et cautionnements     | <i>Coût amorti</i>   | 1 856         |                | 1 871         |               |
| Comptes à terme bloqués                  |                      |               |                | 325           |               |
| Créances clients nettes de dépréciation  |                      |               | 78 197         |               | 66 029        |
| Créances d'impôts                        |                      |               | 641            |               | 630           |
| Créances diverses nettes de dépréciation |                      | 33 731        | 21 291         | 35 256        | 21 379        |
| Charges constatées d'avance              |                      |               | 1 360          |               | 686           |
| <b>Total</b>                             |                      | <b>48 705</b> | <b>101 490</b> | <b>50 586</b> | <b>88 724</b> |

Les actifs non courants correspondent à la part à plus d'un an des actifs. Ils comprennent l'avance de 42 233 K€ faite à la société ZEPHIRE pour le financement de l'UVE de Toulon, dépréciée de 8 507 K€ (dont 755 K€ dans le cadre de l'application de la norme IFRS 9).

Afin d'évaluer le degré de recouvrabilité de cette créance, une projection des flux de trésorerie prévisionnels est effectuée lors de chaque arrêté. La sensibilité aux principales hypothèses devient moins importante au 30 juin 2023 que les années précédentes. En effet, une variation de CA inférieure de 3% aux prévisions ainsi que la prise en compte d'un taux d'EBE sur chiffre d'affaires inférieur de 2% pour les années futures ne conduiraient pas à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

## 9.7. Emprunts et dettes financières à long terme (classification IFRS 9 au coût amorti)

|   | Juin 2023     |               | Décembre 2022 |               |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
|   | Non courants  | Courants      | Non courants  | Courants      |
| <b>Emprunts auprès établis. de crédit</b> |               |               |               |               |
| - Échéances - 1 an                        |               | 19 541        |               | 21 104        |
| - Échéances de 1 à 5 ans                  | 39 207        |               | 46 778        |               |
| - Échéances + 5 ans                       | 2 925         |               | 160           |               |
| <b>Location retraitée IFRS 16</b>         |               |               |               |               |
| - Échéances - 1 an                        |               | 3 624         |               | 3 190         |
| - Échéances de 1 à 5 ans                  | 6 149         |               | 8 298         |               |
| - Échéances + 5 ans                       | 3 813         |               | 2 075         |               |
| <b>Autres dettes financières</b>          |               |               |               |               |
| - Échéances - 1 an                        |               | 80            |               | 84            |
| - Échéances de 1 à 5 ans                  | 18            |               | 15            |               |
| - Échéances + 5 ans                       | -             |               | -             |               |
| <b>Total</b>                              | <b>52 112</b> | <b>23 245</b> | <b>57 326</b> | <b>24 378</b> |

Aucun emprunt n'est assorti de covenants

Les mouvements constatés sur les emprunts sont les suivants :

|                                   | Décembre 2022 | Augmentation | Remboursement   | Ecart de conversion | Autres   | Juin 2023     |
|-----------------------------------|---------------|--------------|-----------------|---------------------|----------|---------------|
| Emprunts établissements de crédit | 68 041        | 4 994        | -11 360         |                     |          | 61 674        |
| Location financement              | 13 564        | 1 825        | -1 808          | 4                   |          | 13 586        |
| Autres dettes financières         | 99            | 7            | -7              | 0                   |          | 98            |
| <b>Total</b>                      | <b>81 704</b> | <b>6 826</b> | <b>- 13 174</b> | <b>4</b>            | <b>-</b> | <b>75 357</b> |

La variation de l'endettement financier se présente ainsi :

|   | Juin 2023      | Variation     | Décembre 2022  |
|---|----------------|---------------|----------------|
| Trésorerie brute (a)                                    | 56 149         | -4 949        | 61 098         |
| Concours bancaires (b)                                  | -1 952         | - 1809        | -143           |
| <b>Trésorerie (c) = (a) + (b)</b>                       | <b>54 197</b>  | <b>-6 757</b> | <b>60 955</b>  |
| Endettement financier brut (courant et non courant) (d) | -75 357        | 6 346         | -81 703        |
| <b>Endettement financier net (d) - (c)</b>              | <b>-21 160</b> | <b>-411</b>   | <b>-20 749</b> |

## 9.8. Coût de l'endettement financier brut

|   | Juin 2023   | Juin 2022  |
|---|-------------|------------|
| Intérêts sur emprunts                                 | 268         | 185        |
| Intérêts sur contrats de location                     | 136         | 91         |
| Intérêts des dettes commerciales                      | 0           | 0          |
| Intérêts et agios bancaires                           | 8           | 7          |
| Intérêts divers                                       | 2           | 0          |
| Reprise sur provisions financières                    | 0           | 0          |
| <b>Total de l'endettement financier brut</b>          | <b>415</b>  | <b>283</b> |
| Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | -667        | -90        |
| <b>Total de l'endettement financier net</b>           | <b>-252</b> | <b>193</b> |

## 9.9. Autres produits et charges financiers

|  | Juin 2023    | Juin 2022    |
|--|--------------|--------------|
| Produits financiers sur créance société ME | 1 082        | 967          |
| Autres produits financiers                 | 5            | 4            |
| Autres charges financières                 |              |              |
| Provisions charges d'actualisation *       | 188          | 5 000        |
| Provisions financières                     | -23          | 157          |
| Cessions d'immobilisations financières     |              |              |
| Résultat de change                         | 2            | 1            |
| <b>Total Résultat financier</b>            | <b>1 254</b> | <b>5 813</b> |

\* Les provisions pour charges d'actualisation sont liées pour + 450 K€ (5 048 K€ au 30/06/2022) aux provisions suivi trentenaire et -262 K€ (- 48 K€ au 30/06/2022) aux engagements de retraite.

## 9.10. Impôts

|                                       | Juin 2023     | Juin 2022     |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Impôts différés                       | -2 533        | -2 497        |
| Impôt exigible                        | -273          | -642          |
| <b>Total Impôts sur les bénéfices</b> | <b>-2 806</b> | <b>-3 139</b> |

Le passage de l'impôt théorique aux taux en vigueur, à la charge d'impôt totale pour l'exercice, est justifié par les éléments suivants :

|  | Juin 2023     |
|--|---------------|
| Résultat net consolidé (hors résultat des sociétés MEE et hors activités arrêtées) | 7 850         |
| Charge d'impôt effective   | 2 806         |
| <b>Résultat consolidé avant impôt</b>  | <b>10 652</b> |
| Charge d'impôt théorique (25%)   | 2 751         |
| Impact des différences de taux (France)  | 146           |
| Impact des différences de taux (Maroc)   | 7             |
| Impact écarts permanents   | -98           |
| <b>Charge d'impôt</b>  | <b>2 806</b>  |

### 9.11. Engagements hors bilan

|  | Juin 2023    | Décembre 2022 |
|--|--------------|---------------|
| Intérêts restant à payer sur emprunts  | 1 281        | 1 121         |
| Redevances de crédit-bail restant à payer excédant les dettes financières de crédit-bail comptabilisées en emprunts au passif du bilan (1) | 2            | 3             |
| Cautions données   | 572          | 551           |
| Autres garanties   | 341          | 328           |
| <b>Total Engagements donnés</b>  | <b>2 196</b> | <b>2 003</b>  |
| Privilège prêteur de derniers  | -            | -             |
| Nantissement d'actions   | -            | -             |
| Nantissement de matériels  | -            | -             |
| Nantissement de comptes à terme  | -            | 325           |
| Hypothèques  | 240          | 240           |
| <b>Total dettes garanties par des sûretés</b>  | <b>240</b>   | <b>565</b>    |

(1) Suite au retraitement des crédits baux dans les comptes consolidés, l'ensemble de la dette restant à payer sur ces contrats est ventilée entre la part représentative du capital (inscrite au bilan dans la rubrique emprunt) et la part représentative des intérêts (inscrite en engagement hors bilan).

### 9.12. Activités abandonnées

Tunisie : Le contrat de gestion du centre de traitement du Grand Tunis est arrivé à échéance 31/08/2014 et nous avons souhaité de ne pas être candidat à notre succession. En conséquence de cette décision, nous avons arrêté l'activité du GIE Pizzorno / AMSE courant 2014.

Considérant que cette activité abandonnée constituait des lignes d'activité et/ou des zones géographiques principales et distinctes, le Groupe a traité cette dernière conformément aux préconisations de la norme IFRS 5.

En l'absence d'activité, aucun résultat opérationnel n'a été dégagé sur l'exercice. Les actifs et passifs sont regroupés sur des lignes distinctes et représentent les soldes en cours à la date d'arrêt.

### 9.13. Information sur les justes valeurs

Les « autres titres » sont composés de :

- 7 928 K€ d'obligations ;
- 5 000 K€ de comptes à terme ;
- 191 K€ de participations non consolidées (Cf. paragraphe 8.3).

Le Groupe détient une catégorie d'actifs financiers (obligations) d'un montant de 7 928 K€, classés en Autres titres évalués à la juste valeur par référence à un marché coté. La variation de juste valeur au 30 juin 2023 s'élève à - 1 K€ comptabilisée en OCI.

## 10. DIVIDENDES PAYES

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le Groupe au titre des exercices 2022 et 2021.

| <i>En euros</i>      | <b>2022 voté en<br/>2023</b> | <b>2021 voté en<br/>2022</b> |
|----------------------|------------------------------|------------------------------|
| Dividende total payé | 3 865 537                    | 3 864 645                    |
| Dividende par action | 1,00                         | 1,01                         |

A noter que les dividendes ont été votés mais non payés au 30 juin 2023.

## 11. INFORMATIONS SECTORIELLES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Le Groupe est structuré en 2 principaux secteurs d'activité :

- Le secteur « Traitement-Valorisation » qui comprend l'exploitation d'installations de stockage et de traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains, des déchets industriels, boues et mâchefers, ainsi que le tri sélectif et la valorisation des ordures ménagères et autres résidus urbains.
- Le secteur « Propreté » qui comprend l'ensemble des autres activités du Groupe et, plus particulièrement :
  - o La collecte et le transport des ordures ménagères et autres résidus urbain
  - o Le nettoyage urbain
  - o L'enlèvement des déchets industriels
  - o Les autres activités de diversification : assainissement, nettoyage industriel, compostage, travaux publics etc...

Les résultats par secteurs d'activité pour le premier semestre 2023, hors activités abandonnées sont détaillés ci-après :

|   | Secteur Propreté | Secteur Traitement | Autres | Consolidé      |
|---|------------------|--------------------|--------|----------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>                                     | <b>100 389</b>   | <b>27 603</b>      |        | <b>127 992</b> |
| Résultat opérationnel   | 5 844            | 3 302              |        | 9 146          |
| Résultat financier  | 1 152            | 354                |        | 1 506          |
| Quote-part dans le résultat des entreprises associées         |                  |                    |        | 4              |
| <b>Résultat avant impôts</b>                                  |                  |                    |        | <b>10 656</b>  |
| Charges d'impôt sur le résultat                               |                  |                    |        | -2 806         |
| <b>Résultat net de l'exercice avant activités abandonnées</b> |                  |                    |        | <b>7 850</b>   |

Au 30 juin 2022, ces mêmes données (hors activités abandonnées) étaient de :

|   | Secteur Propreté | Secteur Traitement | Autres | Consolidé      |
|---|------------------|--------------------|--------|----------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>                                     | <b>83 223</b>    | <b>24 625</b>      |        | <b>107 848</b> |
| Résultat opérationnel   | 6 034            | -                  | 629    | 5 405          |
| Résultat financier  | 703              | 4 917              |        | 5 620          |
| Quote-part dans le résultat des entreprises associées         |                  |                    |        | 3              |
| <b>Résultat avant impôts</b>                                  |                  |                    |        | <b>11 028</b>  |
| Charges d'impôt sur le résultat                               |                  |                    | -      | 3 139          |
| <b>Résultat net de l'exercice avant activités abandonnées</b> |                  |                    |        | <b>7 889</b>   |

Les charges significatives sans contrepartie en trésorerie sont les suivantes :

|  | Secteur Propreté | Secteur Traitement | Autres | Consolidé      |
|--|------------------|--------------------|--------|----------------|
| Dotations aux amortissements et provisions | -4 248           | -11 043            |        | -15 291        |
| <b>Total</b>                               |                  |                    |        | <b>-15 294</b> |

Les données bilancielle 2023 utilisées par l'entreprise par secteur d'activité sont les suivantes :

|  | Secteur Propreté | Secteur Traitement | Consolidé |
|--|------------------|--------------------|-----------|
| Valeur nette comptable des immobilisations | 60 381           | 38 586             | 98 967    |
| Investissements réalisés                   | 16 865           | 4 186              | 21 051    |

Au 31 décembre 2022, ces mêmes données étaient de :

|  | Secteur Propreté | Secteur Traitement | Consolidé |
|--|------------------|--------------------|-----------|
| Valeur nette comptable des immobilisations | 49 455           | 41 394             | 90 849    |
| Investissements réalisés                   | 17 176           | 5 743              | 22 919    |

La ventilation des goodwill par secteurs d'activité est la suivante :

|      | Secteur Propreté | Secteur Traitement | Autres | Consolidé |
|------|------------------|--------------------|--------|-----------|
| 2023 | 10 471           | 403                |        | 10 874    |
| 2022 | 10 471           | 403                |        | 10 874    |

## 12. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le Groupe est détenu à 51,82% par Mesdames Eliane PIZZORNO (usufruit) et Magali DEVALLE (nue-propriété). Le reliquat, soit 48,18% du capital, est principalement détenu par Paprec Holding qui détient 20% du capital et par le groupe GMB Invest qui détient 20,15% du capital.

Les transactions avec les parties liées (SCI de la Nartuby et SCI François-Charles Investissements, contrôlées par le groupe familial) sont non significatives sur la période et à ce titre ne sont pas détaillées.

# **GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT**

Société anonyme

109, Rue Jean Aicard

83300 Draguignan

---

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 30 juin 2023

Novances -David & Associés  
"Immeuble Horizon"  
455, Promenade des Anglais  
06285 Nice Cedex 3

Deloitte & Associés  
6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. au capital de 2 188 160 €  
572 028 041 RCS Nanterre  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la  
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

# **GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT**

Société anonyme  
109, Rue Jean Aicard  
83300 Draguignan

---

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 30 juin 2023

---

Aux actionnaires de la société GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Nice et Marseille, le 2 octobre 2023

Les commissaires aux comptes

Novances -David & Associés

Jean-Pierre GIRAUD

Deloitte & Associés

Vincent GROS

*La Présidente*

## ATTESTATION

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Draguignan, le 02 octobre 2023

Magali DEVALLE

Présidente

